



## Tous dans l'action le 5 mars 2013

Au lendemain de la réunion sur le rapport « emplois/missions », les trois fédérations CGT, FORCE OUVRIERE et FSU constatent que, sans attendre le débat parlementaire sur l'acte 3 de la décentralisation, les ministres de l'égalité des territoires et de l'écologie anticipent l'abandon de missions (ATESAT et ADS).

Dans le même temps, malgré les informations apaisantes du ministre des transports, des représentants locaux de l'Etat (préfets et directeurs interdépartementaux des routes) confirment que le gouvernement se prépare à transférer de nouvelles routes nationales à des opérateurs privés au prix de leur adossement au réseau à péage ou de coûteux partenariats publics privés (PPP).

Ainsi, parallèlement à la création annoncée en septembre de l'Agence de la biodiversité, ce sont des pans entiers des services et des établissements publics des deux ministères ainsi que la survie des services départementaux assurant leurs missions (DDT(M)) qui sont ainsi menacés à très court terme.

Cette anticipation des suppressions supplémentaires d'emplois apparaît même, aujourd'hui, supérieure au nombre des départs naturels et amène d'ores et déjà, de son propre aveu, le gouvernement Ayraut à prévoir la mise en œuvre des dispositions prévues par la loi Fillon sur les mobilités.

Considérant qu'il s'agit là sous couvert de modernisation de l'action publique (RGPP+) et de décentralisation d'un véritable plan social, nos trois organisations pointent le parallèle entre les méthodes à venir dans la gestion des personnels des ministères et les principales dispositions contenues dans l'accord interprofessionnel sur l'emploi du 11 janvier 2013.

Cet accord refusé par deux des trois grandes confédérations syndicales organise une plus grande flexibilité pour les salariés, un recul de leurs droits individuels et collectifs au bénéfice des employeurs.

Les luttes contre le chômage et pour l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire de la République appellent une rupture avec toutes les politiques d'austérité et de rigueur préjudiciables à l'emploi, aux missions de service public et aux conditions de travail .

Le gouvernement annonçant son intention de retranscrire dans la loi un mauvais accord pour les droits sociaux, la CGT, FORCE OUVRIERE et la FSU décident d'appeler les agents des ministères à se mobiliser et à exprimer leur désaccord en direction du gouvernement, des députés et des sénateurs.

Les trois fédérations appellent leurs syndicats, sections syndicales, militants et adhérents à tout mettre en œuvre pour mobiliser largement les personnels.

Elles les appellent à participer massivement aux manifestations et rassemblements lors de la journée d'action du 5 mars 2013 afin d'obtenir l'abandon de la transposition dans la loi de l'accord de régression des droits sociaux et de la politique de rigueur qui voudrait conduire le service public républicain à la casse.

Cette journée doit exprimer un refus de l'austérité et de la flexibilité ainsi que l'exigence de réponses nouvelles pour les droits sociaux, l'emploi, l'augmentation des salaires et des pensions.

Paris, le 21 février 2013